

joissent maintenant les représentants de l'Union soviétique dans cet immense pays de 450 millions d'habitants.

Voilà pourquoi je regrette que la première commission des Nations Unies ait adopté avant-hier la résolution dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui, je crois. A mon sens, une résolution condamnatoire de cette nature peut entraver les autres tentatives acceptables en vue d'obtenir immédiatement le "cessez le feu" en Corée. Une fois la proposition adoptée, je crains également qu'elle ne soit suivie d'une plus vive rancœur et de demandes de sanctions qui, si elles sont approuvées, entraîneront davantage la Chine dans l'orbite de l'Union soviétique.

Sauf erreur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures partage ce point de vue dans une large mesure. Je tiens ici à le féliciter des efforts qu'il a tentés en vue de la poursuite des pourparlers, comme je tiens à louer le premier ministre d'avoir cherché à obtenir des éclaircissements sur la plus récente acceptation de propositions par Pékin. A midi, je recevais par la poste aérienne, comme d'habitude, un exemplaire, celui du 25 janvier, du *Guardian Weekly* de Manchester. Son correspondant dans l'Inde, journaliste très bien renseigné, y fait une étude de la situation en Asie. Il signale notamment un sentiment de plus en plus prononcé de rancœur qu'on y discerne, même chez ceux qui étaient, ces dernières années, bien disposés à l'endroit de la Grande-Bretagne et des autres pays occidentaux. C'est qu'ils estiment que, tout en appuyant secrètement,—je crois que c'est l'expression employée,—les efforts de l'Inde pour l'obtention de nouveaux pourparlers, nous adoptons néanmoins une attitude différente en public, lorsqu'il s'agit de régler une question importante.

Mes sentiments au sujet de la résolution que les Nations Unies ont adoptée, il y a une couple de jours, relativement à la Chine sont assez bien exposés dans une résolution approuvée, en fin de semaine, par la direction nationale de la C.C.F. Comme elle exprime aussi mes vues, j'aimerais la consigner au compte rendu. Elle est brève et se lit ainsi:

La C.C.F. s'oppose à toute mesure qui pourrait être prise à l'ONU ou ailleurs et qui susciterait d'autres obstacles à un règlement, par voie de négociations, des questions de la Corée ou de l'Asie en général. C'est pourquoi elle exhorte le gouvernement canadien...

C'était, bien entendu, avant que la résolution fût adoptée.

...de s'opposer à la résolution américaine dont les Nations Unies sont actuellement saisies et qui tend à qualifier d'agresseur le gouvernement populaire de la Chine. La C.C.F. croit que si l'ONU

[M. Coldwell.]

adopte cette résolution, elle risque de sacrifier l'amitié d'une grande partie des peuples asiatiques et de rompre l'unité du monde libre.

La C.C.F. ne doute pas que l'invasion de la Corée par les armées chinoises était injustifiable et contraire à la politique des Nations Unies. Mais, en ce moment, il faut tout tenter en vue de prévenir une guerre générale. Il ne faut pas nous laisser aller à la rancune ou à l'hystérie ni supposer que la guerre est inévitable.

Le texte poursuit, et je désire consigner ce passage au hansard car je me propose de le commenter tantôt:

Le parti C.C.F. souhaite que le gouvernement canadien, pour manifester davantage les bonnes dispositions du Canada à l'endroit des Asiatiques, fasse don à l'Inde, en vue de combattre la famine terrible qui y règne, de tout le blé que les moyens de transport permettront d'y faire parvenir.

Nous reconnaissons, il faut l'admettre, les difficultés à surmonter quant aux moyens de transport vers l'Inde.

A notre avis, la résolution, dont l'Assemblée des Nations Unies a été saisie aujourd'hui et qui sera sans doute adoptée, rendra plus difficile,—je ne dis pas "peut-être",—la conclusion d'un accord par voie de négociation. De toute façon, elle causera certains délais. Le moins qu'elle puisse faire, c'est de créer des retards; ce qu'il faut craindre le plus, c'est qu'elle rende impossible toute entente par voie de négociation. A mon avis, il faut tenir compte du dernier avertissement donné en ce sens par sir Benegal Rau, qui appartient à une nation bien au courant de l'opinion asiatique et qui a fait preuve d'une logique constante et parfaite dans ses efforts en vue d'une solution pacifique.

Quand j'ai entendu l'autre soir, à la radio, cette voix fatiguée lancer un dernier appel, j'y ai reconnu l'accent d'une sincère conviction. A tout événement, j'ai été fortement ébranlé. Rappelons-nous que l'Inde s'était jointe à nous tous pour qualifier d'acte d'agression l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord. Plus tard, l'Inde nous avait prévenus qu'en nous approchant de trop près de la frontière mandchoue et de la rivière Yalu, nous nous exposions à l'intervention chinoise. Sur ce point, il avait évidemment raison.

Dans le discours qu'il a prononcé aux Nations Unies vendredi dernier, le 26 janvier, le ministre des Affaires extérieures (M. Pearson) a exprimé des vues que nous approuvons. Je cite un extrait de cette allocution dont j'ai ici le texte. Après avoir traité de l'attitude du Canada en termes plutôt francs, il déclare à la page 13:

Nous jugeons prématurée et inopportune la présentation de cette résolution sous cette forme, en